MenEngage Alliance
working with men and boys for gender equality

MENENGAGE ALLIANCE AU CSW66

Rapport sommaire

Ce document fournit un résumé récapitulatif de la participation des Alliances à CSW66.

Analyse politique

La **66e session de la Commission de la condition de la femme (CSW66)** vient de s'achever après deux semaines de délibérations officielles, de segments de haut niveau et d'événements parallèles et parallèles de la société civile, des gouvernements et des Nations unies, qui se sont déroulés du 14 au 25 mars 2022 au siège des Nations unies à New York, aux États-Unis. La CSW est la plus grande session annuelle des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes. Cette année, pour la première fois dans l'histoire de la CSW, le thème prioritaire était **"Parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et filles dans le contexte des politiques et programmes relatifs au changement climatique, à l'environnement et à la réduction des risques de catastrophe"**.

Les organisations de la société civile ont organisé plus de **800 événements**, avec environ **50 000 participants qui se sont joints en ligne à la session principalement virtuelle** de cette année, avec une certaine participation en personne pour un nombre limité de participants. En outre, 213 événements parallèles virtuels organisés par les États membres et les entités des Nations unies en collaboration avec des organisations de la société civile ont eu lieu. La session de cette année a vu la **participation de deux chefs d'État, de trois vice-présidents et de 111 ministres**.[1] En outre, la réunion publique du Secrétaire général a ouvert un espace de dialogue avec les féministes, les défenseurs des droits de la femme, les jeunes, les LGBTQIA+ et les défenseurs de la justice climatique, afin qu'ils puissent faire part de leurs principales questions, préoccupations et demandes.

Après un mois de négociations politiques complexes, les États membres ont adopté, le vendredi 25 mars, les **conclusions concertées de la CSW66**, qui définissent le cadre des mesures à prendre par les décideurs politiques pour promouvoir la participation et le leadership pleins et égaux des femmes et des filles dans la conception et la mise en œuvre des politiques et des programmes relatifs au changement climatique, à l'environnement et à la réduction des risques de catastrophes (RRC).

La **Directrice exécutive d'ONU Femmes**, Sima Bahous, a résumé les résultats de la session en déclarant que : "Les accords conclus par la Commission arrivent à un moment où le monde a besoin de toute urgence de solutions nouvelles et cohérentes aux crises imbriquées qui nous touchent tous. Nous disposons désormais d'une voie comportant des mesures pratiques et spécifiques pour la résilience et la reprise au niveau mondial, et d'une compréhension commune du fait que les solutions dépendent du fait de placer les femmes et les filles au centre. Tirons parti du travail accompli ici, mettons ces accords en pratique immédiatement et faisons progresser ces décisions dans tous les grands forums à venir, y compris la COP27."[2]

1 https://www.unwomen.org/en/news-stories/press-release/2022/03/press-release-un-commission-on-the-status-of-women-reaffirms-womens-and-girls-leadership-as-key-to-address-climate-change-environmental-and-disaster-risk-reduction-for-all

2 Ibid

Le dialogue intergénérationnel multipartite de haut niveau sur l'égalité des générations s'est déroulé en marge de la CSW66, après un marathon de 24 heures d'événements du Forum sur l'égalité des générations. Il a permis de réfléchir et de faire le point sur le parcours de l'initiative de haut niveau au cours de l'année écoulée depuis les Forums de Mexico et de Paris en 2021. À travers six coalitions d'action et le Pacte pour les femmes, la paix et la sécurité et l'action humanitaire, plus de 2000 engagements ont été pris par les parties prenantes locales, nationales, régionales et mondiales des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et des agences des Nations unies pour faire avancer le Plan d'action mondial FEM afin d'accélérer la réalisation de la justice de genre au cours des cinq prochaines années. En particulier, le tableau de bord des engagements en ligne a été lancé, en tant que plateforme publique et consultable de tous les engagements multipartites.

- Consultez **notre engagement conjoint de MenEngage Alliance envers le FEM** ici.

Négociations sur les conclusions concertées

En préparation des négociations de la CSW66 sur la conclusion convenue, dans la foulée de la mobilisation et du plaidoyer féministes en faveur de la justice climatique lors de la COP26, **le Caucus des droits des femmes** et le Groupe de travail sur les femmes et le genre ont attiré l'attention sur **cinq questions clés et demandes centrales pour les négociations linguistiques de la CSW66**, qui permettraient de tenir certaines des promesses non tenues de la COP26 et de faire avancer un programme progressiste en faveur de la justice environnementale et du genre dans les conclusions convenues de la CSW66.

Il s'agit notamment de :

- **Reconnaître et réparer les pertes et les dommages**, en mettant l'accent sur les personnes et les communautés les plus marginalisées dans la lutte contre les impacts climatiques, en particulier les femmes et les filles dans toute leur diversité ;
- S'engager à mettre **fin à la crise de la dette souveraine**, afin de garantir un espace fiscal pour l'action climatique et l'égalité des sexes ;
- **Démanteler les fausses solutions,** en particulier l'accent mis sur le " net zéro " et les solutions basées sur la nature dans les domaines du climat et de la biodiversité ;
- Promouvoir une **transition énergétique juste et équitable**, en passant d'une économie basée sur les combustibles fossiles à un système d'énergie renouvelable et à faible émission de carbone, qui respecte les droits humains des femmes et des personnes de sexe différent, et qui fait progresser la justice sociale et environnementale.
- **Remplir les obligations historiques** de fournir un financement climatique juste pour les femmes qui soit prévisible, adéquat, transparent, responsable, accessible et sous forme de subventions plutôt que de prêts.

Pertes et dommages

La question des pertes et des dommages a particulièrement préoccupé les revendications féministes en matière de justice climatique. Le débat en cours sur les pertes et les dommages **"a été controversé au sein des négociations internationales sur le climat en raison de questions de justice et d'équité, et de la preuve de la responsabilité historique du changement climatique, dans le paiement des pertes et des dommages associés au changement climatique"**.[3] Les pays du Sud ont continué à demander aux pays du Nord de les indemniser pour les pertes et les dommages. Les nations développées ont résisté politiquement à l'idée de centrer ces responsabilités financières en arguant que ces questions relèvent des négociations sur l'adaptation, ou en exprimant leur manque de compréhension de la complexité du sujet, ce que les défenseurs des droits des femmes ont qualifié de stratégie de diversion, étant donné que le sujet des pertes et dommages est au premier plan de la défense de la justice climatique et des négociations depuis deux décennies.[4] Pourtant, **les tensions croissantes entre les pays en développement et les pays développés se poursuivent chaque année**, alors que la question des pertes et dommages et son caractère central sont de plus en plus ressentis dans le monde, en particulier dans le Sud. **La CSW66 n'a pas fait exception.**

Le lien entre le climat et la justice de genre

L'Accord de Paris adopté dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et le Pacte de Glasgow pour le climat, ne constituent pas un cadre de politique de genre, et le plaidoyer monumental mené par les mouvements féministes, de jeunesse et de justice climatique autochtone pour continuer à approfondir l'engagement, le financement et les mécanismes de responsabilité pour l'avancement des droits de l'homme dans les mécanismes de justice climatique a connu beaucoup de résistance. Avec la CSW66 sous le thème prioritaire a vu une opportunité pour les mouvements féministes de justice climatique de chercher à faire **avancer le cadre normatif sur le lien entre le climat et la justice de genre, et de trouver des moyens d'appliquer une approche féministe intersectionnelle pour aborder l'agenda de la justice climatique transformatrice de genre.**

Les conclusions concertées notent que "les impacts du changement climatique seront beaucoup plus faibles avec une augmentation de température de 1,5 °C par rapport à 2 °C" et "elle décide de poursuivre les efforts pour limiter l'augmentation de température à 1,5 °C". De plus, la Commission a réaffirmé que :

> "Le changement climatique est l'un des plus grands défis de notre époque et touche toutes les régions.

[3] https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/explainers/what-is-climate-change-loss-and-damage/

[4] The Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts was established at the COP19 UN climate conference in November 2013 to address losses and damage in developing countries. The Mechanism's role was recognised in 2015 in Article 8 of the Paris Agreement and it was reviewed in 2019 at COP25, during which developing countries demanded that it be enhanced and strengthened, to include additional finance from developed countries. However, consensus was not reached on developed countries' obligation.

> Le fait que les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter à l'échelle mondiale suscite une profonde inquiétude. Elle reconnaît que les pays subissent déjà des effets grandissants, notamment l'appauvrissement de la **biodiversité, les phénomènes météorologiques extrêmes, la dégradation des sols, la désertification et la déforestation, les tempêtes de sable et de poussière, la sécheresse persistante, l'élévation du niveau de la mer, l'érosion côtière, l'acidification des océans et le recul des glaciers de montagne, qui perturbent gravement les sociétés, les économies, l'emploi, les systèmes agricoles, industriels et commerciaux, le commerce mondial, les chaînes d'approvisionnement et les voyages,** et ont un effet dévastateur sur le développement durable, notamment sur l'élimination de la pauvreté, les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et la nutrition et l'accessibilité à l'eau."

Les impacts **disproportionnés sur toutes les femmes et les filles ont été notés**, et "reconnaît le rôle important des femmes et des filles en tant qu'agents du changement, avec les populations autochtones et les communautés locales, dans la sauvegarde de l'environnement et réitère l'urgence d'intensifier les actions et le soutien, le cas échéant, y compris le financement, le transfert de technologie et le renforcement des capacités, pour mettre en œuvre des approches visant à éviter, **minimiser et traiter les pertes et les dommages associés aux effets néfastes du changement climatique dans les pays en développement** qui sont particulièrement vulnérables à ces effets (Conclusions concertées de la CSW66, paragraphe 24)". La Commission a notamment souligné la nécessité d'"éliminer les inégalités historiques et structurelles persistantes, le **racisme, la stigmatisation et la xénophobie, les rapports de force inégaux entre les femmes et les hommes" et d'assurer "l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive** et aux droits en matière de reproduction", conformément au programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et à la plate-forme d'action de Pékin, ainsi qu'aux documents issus de leurs conférences d'examen, y compris l'accès **universel aux services de soins de santé sexuelle et génésique" - une victoire linguistique clé pour l'agenda de la santé et des droits sexuels et génésiques et de la justice climatique, comme premier exemple de ce langage dans le langage convenu de la CSW.**

Les conclusions concertées notent la nécessité de "promouvoir et protéger les droits de **toutes les femmes et filles autochtones en s'attaquant aux formes multiples et croisées de discrimination et d'obstacles auxquels elles sont confrontées**", ainsi que la nécessité de "tenir compte du principe du consentement préalable, libre et éclairé des **peuples autochtones et de leurs connaissances et pratiques ancestrales**, et de reconnaître leurs contributions culturelles, sociales, économiques et politiques à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci, à l'action environnementale et à la résistance aux catastrophes". Enfin, la commission a soutenu "le rôle important des acteurs de la société civile dans la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales de toutes les femmes et filles ; et de prendre des mesures pour protéger ces acteurs, y compris les **femmes défenseurs des droits de l'homme**".

"Il ne suffit pas que les pays du Nord global comme les États-Unis, l'Australie et les pays de l'Union européenne reconnaissent simplement les impacts sexués du changement climatique", a déclaré Noelene Nabulivou de DIVA for Equality, Fidji. "Ils doivent s'engager à reconnaître leur responsabilité historique pour aborder des questions telles que l'extractivisme, le financement du climat et la justice de la dette, et pour atténuer les pertes et les dommages socio-économiques et environnementaux causés par le changement climatique."[5]

"La négociation a rejeté la reconnaissance des femmes défenseurs des droits humains de l'environnement qui sont en première ligne de la lutte contre la crise climatique et les injustices. Si l'on veut que la future CSW et d'autres processus intergouvernementaux tels que la COP27 soient couronnés de succès, le seul moyen est d'institutionnaliser une participation significative et démocratique de la société civile avec le pouvoir réel de façonner les politiques et les cadres mondiaux", a déclaré **Misun Woo, Asia Pacific Forum on Women, Law and Development.**[6]

Aperçu des résultats du langage sur le rôle des hommes et des garçons

Le groupe de travail sur le plaidoyer de l'Alliance MenEngage et le groupe de travail sur la justice environnementale et climatique mondiale, avec le rôle de coordination du **Secrétariat mondial,** ont collaboré pour apporter des contributions au texte du document officiel de la CSW66 - les conclusions concertées, ainsi qu'à la résolution sur les méthodes de travail à la CSW, aux côtés de défenseurs féministes par le biais du Caucus des droits des femmes. Les membres de MenEngage ont participé au partage de contributions collectives avec des représentants gouvernementaux du **Rwanda, du Botswana, de la Zambie, de l'Afrique du Sud, de Madagascar, de la Suède, des Pays-Bas, de la Belgique, de l'UE, du CARICOM, du Canada, de l'USAID, du Maroc, de la Jordanie et du Népal**, au cours de quatre séries de contributions techniques.

MenEngage Alliance a soutenu et amplifié les appels des féministes, des défenseurs des droits des femmes, des droits des LGBTIQ, des jeunes, des autochtones et des défenseurs de la justice climatique, afin de centrer ces demandes dans les négociations des conclusions convenues. En se tenant **derrière et avec le leadership des activistes féministes pour le climat, des peuples autochtones et des mouvements de jeunesse pour le climat**, l'Alliance a plaidé pour **la remise en cause des systèmes patriarcaux, socio-économiques et politiques dominants qui perpétuent le changement climatique**, et pour leurs appels à la transformation systémique et à une transition juste vers des économies vertes et solidaires. Le changement climatique est l'un des défis mondiaux les plus urgents auxquels le monde est confronté aujourd'hui, avec des impacts immédiats déjà ressentis dans le monde entier, bien qu'inégalement, avec de nombreux contextes et communautés du Sud qui, au moment où nous parlons, subissent les conséquences dévastatrices et mortelles de la crise climatique.

---

5 https://fosfeminista.org/wp-content/uploads/2022/04/CSW66-Press-Release-EN.pdf
6 https://fosfeminista.org/wp-content/uploads/2022/04/CSW66-Press-Release-EN.pdf

MenEngage Alliance a travaillé aux côtés du Caucus des droits de la femme pour amplifier ces demandes de changement structurel, ainsi que pour plaider en faveur d'un cadre plus solide pour articuler le lien entre le climat et la justice de genre, et les impacts du changement climatique sur les femmes, les filles et les personnes LGBTQIA+.

En ce qui concerne l'optique des hommes et des masculinités incorporée dans les conclusions concertées de la CSW66, la résolution cite **cinq références à l'engagement des hommes et des garçons** dans divers paragraphes du document final. Les États membres ont convenu que l'engagement des hommes et des garçons reste une stratégie importante pour atteindre la justice climatique et de genre, tout en soulignant les impacts disproportionnés sur les femmes et les filles:

> *La Commission reconnaît que les filles risquent souvent davantage d'être exposées et de subir diverses formes de discrimination et de violence, ainsi que des pratiques préjudiciables, telles que les mariages d'enfants, précoces et forcés et les mutilations génitales féminines, ainsi que le travail et la traite des enfants, qui, entre autres, entravent la réalisation de leurs droits, et réaffirme la nécessité de parvenir à l'égalité entre les sexes pour garantir un monde juste et équitable pour les filles, notamment en établissant des partenariats avec les hommes et les garçons,* ***en tant que stratégie importante pour faire progresser les droits des filles.***

Les conclusions concertées notent également la nécessité d'"**éliminer les stéréotypes sexistes, le sexisme et les normes sociales négatives qui alimentent la discrimination et toutes les formes de violence, y compris la violence sexuelle et sexiste, et compromettent l'égalité entre les sexes"**. Elle invite également les États membres à "prendre **toutes les mesures appropriées pour reconnaître, réduire et redistribuer la part disproportionnée des femmes et des filles dans les soins non rémunérés et le travail domestique en favorisant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, le partage égal des responsabilités entre les femmes et les hommes au sein des ménages et le partage équitable des responsabilités des hommes et des garçons en ce qui concerne les soins et le travail domestique, y compris la responsabilité des hommes en tant que pères et dispensateurs de soins"** (reprenant le langage convenu lors de la CSW61). L'importance de la promotion d'un "comportement non violent et de relations respectueuses" parmi les hommes et les garçons (formulation de la résolution 35/10 de l'AHRC) et d'une "culture de la paix" (formulation du préambule de la plate-forme d'action de Pékin) a également été incluse.

Des éléments clés des recommandations linguistiques de l'Alliance n'ont pas été inclus par les États membres dans le texte final, notamment l'appel à aller au-delà des rôles et des responsabilités des hommes et des garçons en tant qu'individus, pour se centrer et aborder la transformation systémique, en travaillant au démantèlement des masculinités et des systèmes patriarcaux.

L'Alliance a cherché à faire reconnaître et admettre "que l'inégalité entre les sexes, le changement climatique et la dégradation de l'environnement sont **intrinsèquement liés à des masculinités et des systèmes patriarcaux profondément enracinés, fondés sur la domination,** l'exploitation et des relations de pouvoir inégales, et la nécessité de s'attaquer aux masculinités et normes patriarcales qui perpétuent l'inégalité entre les sexes et la dégradation de l'environnement et de soutenir les initiatives visant à travailler avec les hommes et les garçons à la promotion d'autres notions de virilité". Elle a également demandé à la Commission de réaffirmer **"l'importance de tenir toutes les personnes en position d'autorité et de pouvoir, en particulier les hommes, y compris les politiciens et les décideurs politiques, les dirigeants du secteur privé et les responsables de l'application des lois, responsables du non-respect et/ou de l'application des lois et règlements relatifs au genre et à la justice climatique".**

Un appel commun a été exprimé par le **Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres**, qui s'est exprimé lors des Dialogues sur les ODD: Événement de haut niveau sur le rôle des hommes et des garçons dans l'élimination de la violence sexiste, en déclarant que:

> "Nous devons mettre fin à toutes les violences sexistes. Nous devons atteindre le cœur et l'esprit des hommes et des garçons. Les hommes ont créé ce problème et les hommes doivent le résoudre. Les hommes doivent se regarder dans le miroir et commencer à améliorer **les relations de pouvoir inégales et déséquilibrées, les masculinités toxiques et les normes et stéréotypes culturels** qui alimentent cette violence depuis des millénaires".

Il a mis l'accent sur les efforts de **l'initiative Spotlight de l'ONU**, dans le cadre de laquelle 180 000 hommes et garçons apprennent les masculinités positives, la résolution non violente des conflits, participent à la prévention de la violence sexiste et travaillent avec les femmes survivantes.

Rétrécissement de l'espace des OSC et contrecoup à l'ONU

En préparation de la CSW66, par le biais de la **campagne #UNMuteCSW**, les gouvernements danois et costaricien ont mobilisé d'autres États membres pour qu'ils approuvent une série de recommandations, suite à la session consultative avec les OSC, appelant à **l'inclusion significative de la société civile à l'ONU en période de covid-19.** Ces recommandations, élaborées en consultation avec des organisations de la société civile, ont été envoyées au Secrétaire général des Nations unies et comprennent des recommandations visant à combler la fracture numérique, à garantir un engagement significatif dans les processus clés de l'ONU et à demander la nomination d'un envoyé spécial pour l'engagement de la société civile dans tous les espaces de l'ONU afin d'établir un partenariat plus significatif et plus solide entre les États membres, les agences de l'ONU et les organisations féministes et de défense des droits des femmes.

[7]

Cependant, les annonces de dernière minute concernant l'accès des organisations de la société civile dotées du statut consultatif auprès de l'ECOSOC aux locaux de l'ONU, quelques jours seulement avant le début de la conférence CSW66, ont suscité une grande inquiétude et une forte mobilisation de la part des défenseurs du féminisme, qui ont noté la marginalisation des féministes du Sud, ou de celles qui ne sont pas basées à New York, qui ne pouvaient pas se déplacer pour participer aux délibérations dans un délai aussi court. Pour la plupart des activistes des OSC du Sud, l'annonce tardive a rendu impossible l'organisation des finances, des visas et de la logistique du voyage. Pour beaucoup, l'impossibilité d'accéder au bâtiment de l'ONU pour assister à la CSW66 a été un problème:

> "Ce facteur a été déterminant pour de nombreuses femmes du Sud, des défenseurs des droits de l'homme, des activistes climatiques de première ligne et des organisations de la société civile non basées à New York qui ont décidé de ne pas voyager, reconnaissant qu'ils ne seraient pas en mesure d'engager directement les États membres à la CSW66. L'absence critique de leur participation **sera une occasion manquée importante pour la CSW66, et affectera potentiellement la qualité, la valeur et l'impact des conclusions concertées, qui ne refléteront probablement pas les réalités et les solutions des organisations de base des femmes et des filles dans toute leur diversité.** Dans le contexte de l'urgence de la crise climatique et environnementale actuelle et des pertes et dommages, et de la nécessité d'une expertise technique supplémentaire et d'une connaissance des liens complexes et nuancés entre l'égalité des sexes et le changement climatique, l'absence d'experts et de militants de la société civile conduira à une lacune flagrante dans les résultats de cette CSW66."

Le dernier jour des négociations, **le Caucus des droits des femmes a organisé une conférence de presse**, "pour commenter l'état des négociations sur les conclusions convenues. En particulier, le WRC a voulu exprimer son inquiétude quant au manque d'engagement en faveur de la justice climatique lors de la CSW de cette année".[7] Les préoccupations concernant la restriction de l'espace civique au cours de cette CSW66 ont été particulièrement importantes. **Nadia van der Linde de WO=MEN** a fait remarquer que "je suis l'un des rares activistes à pouvoir entrer dans le bâtiment de l'ONU, ce qui n'est évidemment pas une surprise. Je suis originaire du Nord et j'ai un passeport du Nord. **Ces inégalités sont vraiment inacceptables** et ce n'est pas un progrès lorsque les délégations nationales se réunissent et que les OSC sont coincées dans un espace virtuel. Cela ne fait que niveler davantage le terrain de jeu".

Conférence de presse du WRC CSW66 - Vous pouvez la regarder ici.

[7] https://www.youtube.com/watch?v=OlAWfs8A9x0

MenEngage Alliance à CSW66

Groupe de travail sur la justice environnementale et climatique mondiale

Reflétant l'accent mis cette année sur l'urgence climatique, le groupe de travail sur la justice environnementale et climatique de MenEngage Alliance s'est mobilisé tout au long de la CSW66 pour faire avancer les objectifs collectifs de l'Alliance lors de la session. Le groupe a travaillé à l'élaboration de stratégies, à l'organisation et à la préparation de notre plaidoyer pour la session de cette année. Le groupe de travail, composé de membres de tous les réseaux régionaux de MenEngage, vise à renforcer l'engagement, la position et la clarté de l'Alliance en matière de justice climatique. Il cherche à mobiliser et à travailler avec les membres et les partenaires pour déconstruire les masculinités patriarcales et créer un monde juste en termes de climat et de genre.

Les membres participants comprennent: YouthNet for Climate Justice et Fridays for Future (Bangladesh) ; MÄN (Suède) ; Rural development initiative (Rwanda) ; Community Transformation Foundation Network (COFTONE) (Ouganda) ; Croix-Rouge Togo (Togo) ; Center ANNA (Russie) ; The Gender Lab (Inde) ; MenEngage Belgium network ; Grenada Conservation Fund (Grenade) ; IGDS/UWI (Trinité-et-Tobago).

Collectivement, l'Alliance a mis l'accent sur la nécessité **permanente de mieux comprendre comment les idéaux néfastes de la virilité, c'est-à-dire les masculinités qui incluent le besoin de pouvoir sur les autres - les "autres" étant souvent compris comme les femmes, les hommes moins puissants, les enfants et la nature - détruisent les moyens de subsistance et perpétuent la dégradation de l'environnement.** De même, il est nécessaire d'explorer et de décortiquer davantage ces causes profondes de la crise climatique. Ce faisant, nous pourrons contribuer à renforcer les solutions futures et existantes pour l'adaptation et la résilience au changement climatique, en exposant les méfaits des masculinités patriarcales et en travaillant avec les hommes et les garçons en tant qu'alliés pour transformer les structures et systèmes de pouvoir inégaux aux côtés des mouvements féministes, indigènes et de jeunesse pour le climat. L'Alliance s'est engagée à centrer son travail sur des pratiques basées sur les droits de l'homme et sur la transformation du genre, par le biais **d'approches féministes intersectionnelles qui sont responsables envers notre planète et envers toutes les femmes, les filles, les individus non-conformes au genre et les groupes marginalisés.**

Tout au long de la CSW66, MenEngage Alliance a exprimé sa politique collective, en lançant un appel :

- Les dirigeants doivent être tenus responsables de leurs actions, ou plus exactement de leurs inactions. La complaisance politique, les atermoiements et les excuses doivent être considérés pour ce qu'ils sont : des échecs flagrants de leadership, et un échec tragique pour l'humanité et toute vie sur Terre.
- Mettre fin à l'impunité des décideurs et tenir les hommes en position de pouvoir - dans les entreprises, les institutions financières et les gouvernements - responsables de leurs pratiques destructrices pour l'environnement.
- Les hommes qui se rendent coupables de destruction écologique ou d'écocide doivent être poursuivis en justice afin de prévenir d'autres crimes.
- Sensibiliser les garçons et les hommes à leurs multiples rôles et responsabilités dans la crise climatique et proposer des analyses sur les interconnexions entre les masculinités patriarcales et leur rôle dans la perpétuation de la crise climatique. Rendre visible le préjudice causé par les hommes en position de pouvoir et faire apparaître clairement le lien avec les structures et les normes patriarcales.

MenEngage Alliance CSW66 Outils pour les avocats

- CSW66 MenEngage Alliance Call to Action: Recommandations politiques et programmatiques: (EN/SP/FR): https://menengage.org/resources/call-to-action-policy-and-programmatic-recommendations-for-csw66/
- Cartographie des langues (CSW66) : Justice climatique, droits des femmes et transformation des masculinités patriarcales (EN/SP/FR): https://menengage.org/resources/language-mapping-csw66-climate-justice-womens-rights-and-transforming-patriarchal-masculinities/
- Enregistrements vidéo des sessions sur la justice climatique lors du symposium Ubuntu: https://www.youtube.com/playlist?list=PLZEc8nrtg9eVxhAbEKlnx5ytOQMZWBfUz
- Documents de discussion du Symposium Ubuntu: Men, Masculinities and Climate Justice

Ressources féministes

- Mémoire sur un New Deal vert mondial féministe et décolonial

Recursos para la juventud

- CSW66 Recommandations mondiales pour la jeunesse : Les jeunes, le genre et le climate: https://e303bb68-0f86-4625-b0df-382bc663b63a.filesusr.com/ugd/13b9c9_9d3e5a90dd2b4243a6c49b89a3b8fd8b.pdf

Déclaration orale

MenEngage Alliance, aux côtés du Groupe de travail sur la justice environnementale et climatique mondiale, en partenariat avec le mouvement de jeunesse pour le climat Fridays for Future (Bangladesh) et des organisations autochtones (dont le Community Transformation Foundation Network (COTFONE), Ouganda) se sont réunis pour rédiger une déclaration orale pour le débat général de la CSW. La déclaration souligne l'impératif d'explorer et de décortiquer davantage les causes profondes de la crise climatique et de prendre des mesures audacieuses et transformatrices pour le climat, le genre et la justice sociale.

Lisez la transcription ici.
Regardez la vidéo ici.

Déclaration écrite

3

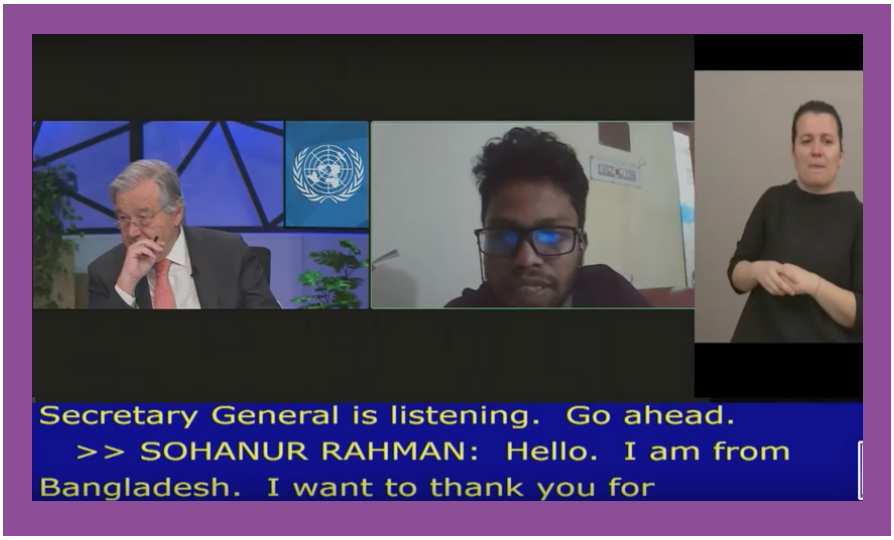
Par le biais du groupe de travail sur la justice environnementale et climatique mondiale, MenEngage Alliance et Sonke Gender Justice ont soumis une déclaration écrite, appelant à l'action en réponse aux impacts sexués du changement climatique.

Cliquez ici pour lire la déclaration écrite conjointe.

MenEngage Alliance à la réunion publique des OSC avec le Secrétaire général de l'ONU

L'un des points forts du CSW de cette année a été de voir Sohan Rahman, l'un des membres du groupe de travail sur la justice environnementale et climatique de l'Alliance, participer à la réunion du Secrétaire général des Nations Unies en tant que participant de la société civile. Sohan Rahman est directeur exécutif de l'organisation de jeunesse Bangladesh Model Youth Parliament, coordinateur de YouthNet for Climate Justice et membre fondateur du mouvement de jeunesse Fridays for Future Bangladesh.

Cliquez ici pour regarder la session.



Événements organisés par les membres de MenEngage lors de la CSW66

Masculinités et patriarcat dans le changement climatique et la justice de genre : Apprentissages collectifs pour créer un élan politique à la CSW66 et au-delà

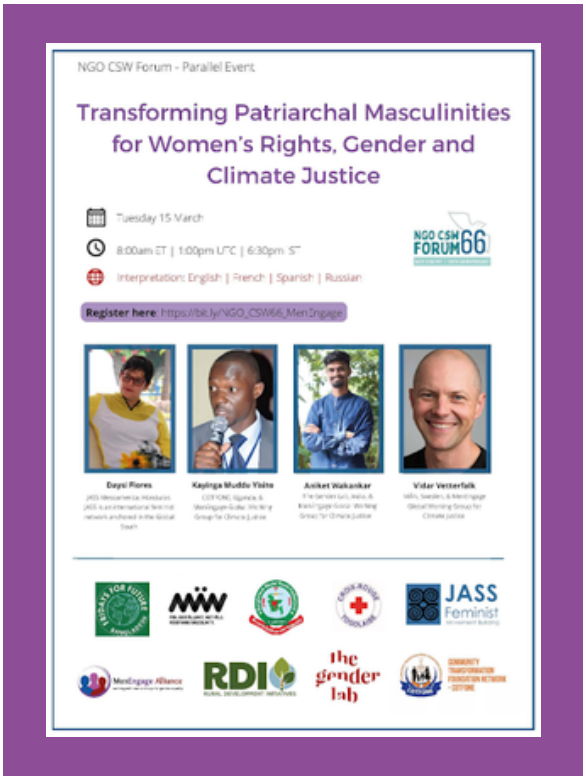
Cette session d'apprentissage pré-CSW a été organisée par le Secrétariat mondial pour les membres et les partenaires afin de déballer les thèmes clés vers un plaidoyer responsable en solidarité et en alliance avec les activistes et les organisations des droits des femmes, féministes, SRHR, et LGBTQIA+ à la CSW66. La session a exploré l'agenda politique féministe pour la CSW66, et ses liens avec les hommes et les masculinités à travers un plaidoyer responsable et la construction d'un mouvement d'alliances. L'objectif était de mieux comprendre le thème prioritaire de cette année, les négociations, la géopolitique et les rôles possibles de la société civile. Il s'agissait également de développer un plan d'action pour un engagement significatif tout au long de la CSW66 avec des outils, des conseils et des ressources.

Transformer les masculinités patriarcales pour les droits des femmes, le genre et la justice climatique
Événement parallèle des ONG à la CSW

Cette session a abordé les liens entre la crise climatique et le patriarcat, les normes de genre, l'engagement des hommes et des garçons, et la transformation des masculinités. Récemment, nous avons constaté un intérêt et une compréhension croissants des liens entre ces questions. La session a mis en avant l'urgence de s'attaquer aux causes profondes de la crise climatique, notamment en démantelant les systèmes et les normes patriarcales, y compris en demandant des comptes aux hommes en position de pouvoir ; avec des actions et un travail croissants avec les hommes et les garçons visant à renforcer l'alliance et la solidarité avec les organisations et les mouvements féministes, de jeunesse et de justice climatique. Des recherches clés, des travaux pratiques et des exercices participatifs pour déballer notre compréhension collective ont été parmi les éléments clés de la session. Les mouvements de jeunesse et de justice climatique, en première ligne de la crise climatique, ont partagé leurs expériences et leur expertise lors de cette session.

Cet événement a été co-organisé par les membres du groupe de travail MenEngage sur la justice climatique dans le cadre de l'ONG CSW. Parmi les orateurs figuraient : Daysi Flores, JASS, Kayinga Muddu Yisito, COTFONE, Ouganda, Aniket Wakankar, The Gender Lab, Inde, et Vidar Vetterfalk, MÄN Suède.

Veuillez trouver l'enregistrement de l'événement parallèle ici.

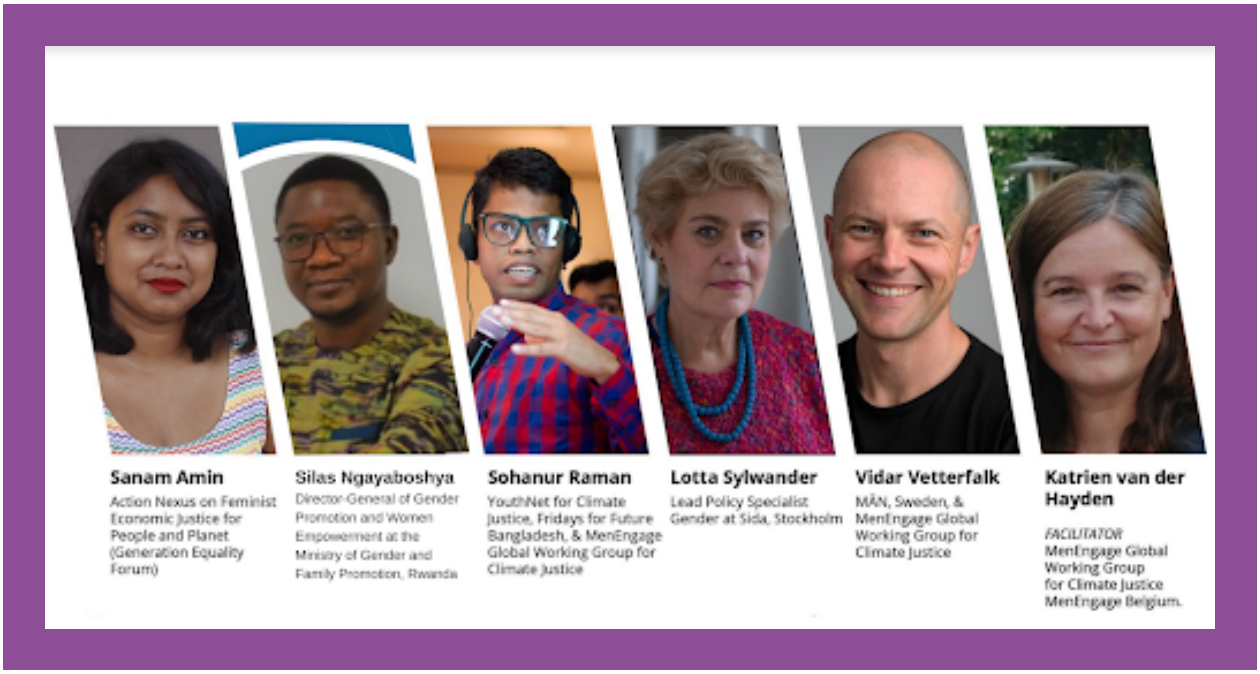


La justice climatique comme justice de genre : Plaider en faveur de la prise en compte des masculinités et des patriarcats dans le changement climatique, événement parallèle de la CSW.

Cette session a examiné les liens entre la crise climatique et le patriarcat, les normes de genre, l'engagement des hommes et des garçons et la transformation des masculinités. Pour s'attaquer sérieusement à la crise climatique, il est fondamental de s'attaquer à ses causes profondes, notamment aux systèmes et normes patriarcaux. Pour les démanteler, il faut d'abord demander des comptes aux hommes en position de pouvoir et travailler avec les hommes et les garçons pour renforcer l'alliance et la solidarité avec les mouvements féministes, de jeunesse et de justice climatique. Cette session a permis de discuter des idées issues de la politique, de la recherche et de la pratique avec la société civile, les agences de l'ONU et les gouvernements qui donnent la priorité à ces questions, en partageant leurs expériences et leur expertise.

Cet événement a été co-organisé par les membres du groupe de travail MenEngage Climate Justice dans le cadre de la CSW66. Parmi les intervenants figuraient le professeur Jeannette Bayisenge, ministre du genre et de la promotion de la famille du Rwanda, Lotta Sylwander, spécialiste principale des politiques de genre à l'SIDA, Sanam Amin, Action Nexus on Feminist Economic Justice for People and Planet (Generation Equality Forum), Sohanur Rahman, Fridays for Future Bangladesh. Sohanur Rahman est le directeur exécutif d'une organisation dirigée par des jeunes et intitulée Bangladesh Model Youth Parliament, Vidar Vetterfalk, directeur de projet international, MÄN, Suède, et Katrien Van der Heyden, MenEngage Belgique.

Veuillez trouver l'enregistrement de l'événement parallèle ici.



Engagement des hommes pour lutter contre les normes néfastes et promouvoir l'égalité des sexes

Au cours de la première semaine de la CSW66, Sonke Gender Justice et MenEngage Africa ont organisé l'événement parallèle "L'engagement des hommes pour lutter contre les normes néfastes et promouvoir l'égalité des sexes", avec comme intervenants : Dr Chiemezie Atama, Rouzeh Eghtessadi, Dr Tammary Esho et Elias Mundi.

Au cours de la discussion, les intervenants ont partagé le travail accompli pour impliquer les hommes et les garçons dans l'égalité des sexes pendant l'ère Covid-19. Les intervenants ont réfléchi aux partenariats avec le leadership féministe et au rôle que les hommes jouent en tant que partenaires et alliés dans la lutte contre les normes et pratiques sociales et de genre néfastes, telles que les MGF et les mariages d'enfants, qui perpétuent la violence sexiste à l'encontre des femmes et des filles, compromettant leur santé et leur bien-être.

Faire face aux mutations du monde du travail et des soins

Sonke Gender Justice et MenEngage Africa ont organisé un deuxième événement parallèle au cours duquel des intervenants ont abordé les changements nécessaires dans le monde du travail à la suite de la C190 de l'OIT et de la reconnaissance récente du rôle du travail de soin. Le panel a plaidé pour la nécessité d'examiner et de proposer des solutions holistiques qui nous permettront de progresser vers une reprise économique sensible au genre, inclusive et résiliente au sein de nos nations respectives. Parmi les orateurs figuraient : Lebo Ramafoko, Dr. Wessel van den Berg, Evans Anthony Rwamhuru et Clare Ahabwe Bangirana.

Le patriarcat, les masculinités et l'urgence climatique

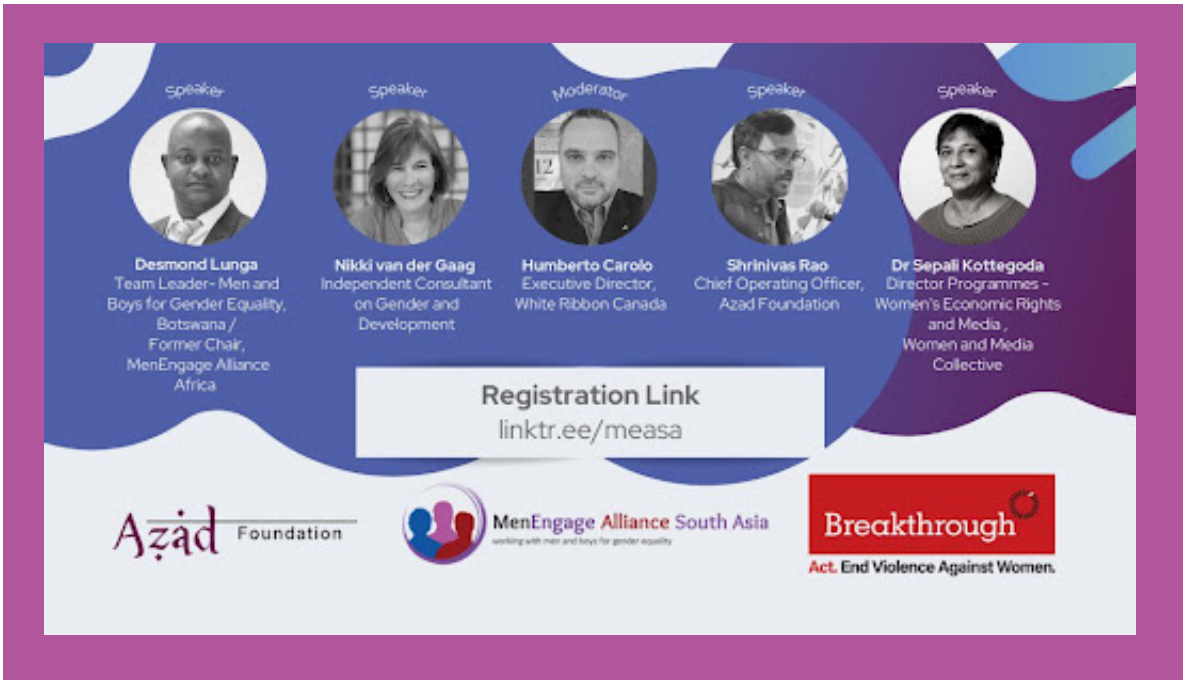
Cet événement parallèle organisé par MenEngage Africa, ACT Alliance et Sonke Gender Justice a réuni des intervenants qui sont à l'avant-garde de la transformation des masculinités. Du plaidoyer pour un changement de politique à la mobilisation des réponses communautaires, cette session a fait valoir pourquoi l'action climatique des États membres et de la société civile doit inclure la transformation des normes et structures sociales discriminatoires.

Les hommes et le travail de soin non rémunéré : Perspectives mondiales - Covid et au-delà

MenEngage South Asia, Azad Foundation et Breakthrough India, ont présenté les expériences programmatiques de plusieurs organisations du monde entier, pendant et après le COVID, sur le travail avec les hommes et les garçons pour construire des familles et des communautés plus justes du point de vue du genre, et pour créer des économies de soins qui contribuent à l'autonomisation économique des femmes dans un monde en mutation. Les participants ont été encouragés à faire part de leurs questions, expériences et idées dans le cadre de ce dialogue. La session a été modérée par Humberto Carolo, directeur exécutif de White Ribbon Canada et coprésident mondial de MenEngage Alliance, avec des intervenants:

- Desmond Lunga, chef d'équipe - Hommes et garçons pour l'égalité des sexes, Botswana et ancien président de MenEngage Alliance Africa
- Nikki van der Gaag, consultante indépendante sur le genre et le développement
- Shrinivas Rao, directeur des opérations, Fondation Azad, et
- Sepali Kottegoda, directrice des programmes - droits économiques des femmes et médias, Women and Media Collective.

Cliquez ici pour regarder la session.



L'impact environnemental des conflits en fonction du sexe : Perspectives des femmes activistes de première ligne

PAX et WILPF ont présenté un panel de praticiens et de femmes activistes qui ont partagé leurs points de vue sur le lien entre le genre, les conflits et l'environnement. La discussion a examiné les impacts des risques climatiques et de la dégradation de l'environnement liés aux conflits à travers le prisme du genre. Les panélistes, originaires d'Irak, de Syrie, du Sud-Soudan et de Colombie, ont partagé leurs expériences et leur analyse des divers impacts sexospécifiques du militarisme et des conflits sur l'environnement, ainsi que l'importance de l'égalité des sexes pour influencer la consolidation de la paix environnementale dans les zones touchées par les conflits.

Les panélistes étaient : Mme Julia Duany, professeur, Dr. John Garang Memorial University, Sud-Soudan ; Mme Esraa Falah Hasan, militante, Irak ; Mme Alva Ali, militante, Ahimsa Centre Nonviolent Leaders Network, Syrie ; et Mme Diana Maria Salcedo Lopez, directrice, WILPF Colombie. Mme Maha Yassin, de l'Institut Clingendael, était la modératrice.

Cliquez ici pour regarder la session complète.

Développer les aspirations des adolescentes - Apprentissages et réflexions

Au cours de cette session, organisée par Breakthrough India, des experts de différents pays ont discuté des différentes dimensions, des meilleures pratiques et des apprentissages pour favoriser les aspirations des filles en vue de leur autonomisation économique. Les panélistes ont expliqué ce qu'il faut faire pour susciter les aspirations des adolescentes et des jeunes femmes, qui sont les principales parties prenantes et quel type de normes doivent être modifiées.

Parmi les panélistes figuraient : Joy Zawadi , Akilidada, Purity Kagwiria , We are Purposeful, Nayana Choudhury , Breakthrough, Building Aspirations in Adolescent Girls - Learnings and Reflections.

Exploitation sexuelle des femmes et des filles et crise climatique mondiale

Lors de cet événement parallèle organisé par Unizon (Suède) et Men for Gender Equality - MÄN (Suède), les panélistes ont parlé de la lutte contre la prostitution, la pornographie et d'autres formes d'exploitation sexuelle commerciale dans le contexte de la crise climatique. Avec des ONG de femmes du Kenya, du Mexique, de Mongolie et des États-Unis, la session a exploré les liens entre l'extraction des ressources, les déplacements climatiques et autres conséquences du changement climatique, d'une part, et la vulnérabilité et l'exploitation croissantes des femmes et des filles, d'autre part.

Parmi les orateurs figuraient : Florence Keya, fondatrice de Maisha Girls Safe House (Kenya), Rosi Orozco, auteur, fondatrice de Comision unidos vs trata (Mexique), Dolzodmaa Purevjav, coordinatrice de programme à Talita Asia (Mongolie), Vednita Carter, fondatrice de Breaking Free et Vednita Carter Presents, ambassadrice itinérante aux Nations unies, auteur (États-Unis).

Regardez la session ici.

Les hommes et l'autonomisation des femmes dans un monde qui change

L'événement parallèle organisé par Silke Endress International visait à définir les changements sociaux et culturels nécessaires à la création d'un environnement favorable et équitable pour que les femmes et les filles se sentent habilitées à réaliser pleinement leur potentiel dans ce monde en mutation.

Les panélistes comprenaient: Quentin Walcott, directeur exécutif de CONNECT, Gary Barker, PhD, président et PDG de Promundo-US, Neil Irvin, directeur exécutif de Men Can Stop Rape et l'honorable Anthony Brown, représentant des États-Unis, 4e district du Congrès, Maryland (invité).

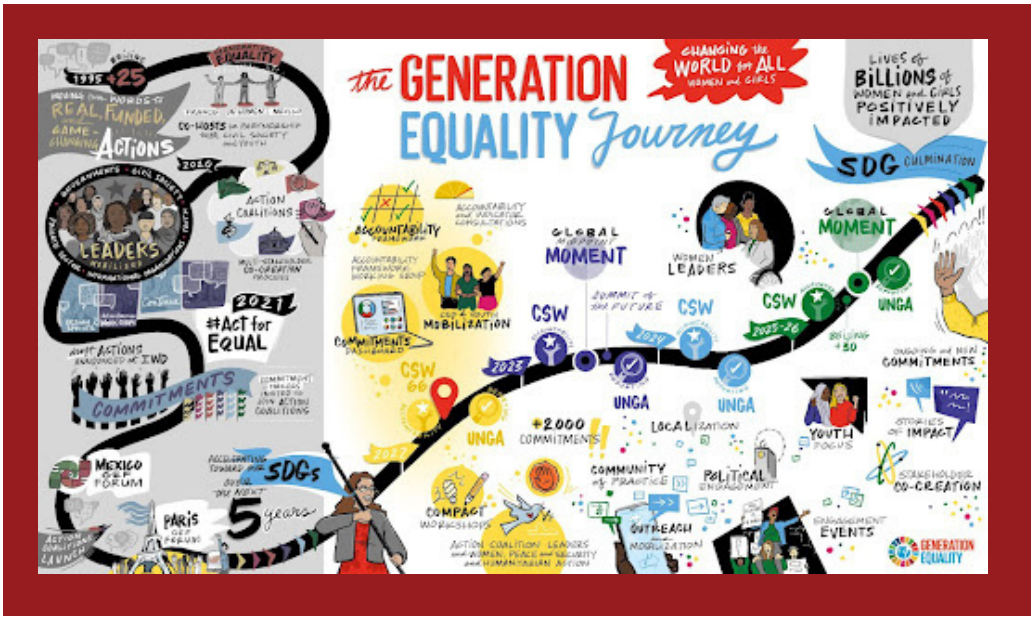
Les femmes et les jeunes en première ligne de la réponse au changement climatique : Comment lutter contre les inégalités en matière de leadership, de reconnaissance et de responsabilité

Cet événement a été organisé par le Secteur des sciences sociales et humaines de l'UNESCO, la Délégation permanente de l'Islande auprès de l'UNESCO et un membre du Groupe d'amis de l'UNESCO pour l'égalité des genres, avec la participation du Réseau d'action climatique de la jeunesse de l'UNESCO (YoU-CAN) et de la Coalition des partenaires de l'initiative Transformer les masculinités de l'UNESCO.

Cette table ronde interactive, animée par Humberto Carolo, directeur exécutif de White Ribbon et coprésident mondial de MenEngage Alliance, a rassemblé un groupe d'experts divers pour mettre en lumière les défis sexospécifiques de l'adaptation, de l'atténuation et de la réponse au changement climatique. L'événement a mis en lumière l'impact inégal du changement climatique sur les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables, et a présenté des pratiques prometteuses pour soutenir et reconnaître le leadership et le bien-être des femmes et des jeunes dans ce domaine. Parmi les orateurs figuraient:

- Gabriela Ramos, Sous-Directrice générale pour les sciences sociales et humaines
- UNESCO S.E. Unnur Orradóttir-Ramette, Ambassadeur d'Islande en France, Délégué permanent de l'Islande auprès de l'OCDE et de l'UNESCO, Co-Président du Groupe d'amis de l'UNESCO pour l'égalité des genres
- S.E. Ivan Ivanisevic, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire du Monténégro en France, Délégué permanent du Monténégro auprès de l'UNESCO
- Francisco Calí Tzay, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
- Sarah Hendriks, Directrice de la Division des programmes, des politiques et des affaires intergouvernementales, ONU Femmes
- Michèle Nken, Réseau Jeunesse Action Climat de l'UNESCO (YoU-CAN)
- Sohanur Rahman, leader de Fridays For Future, membre du groupe de travail sur la justice climatique de l'Alliance MenEngage.

L'égalité des générations 24 heures sur 24 à CSW66



Au cours d'un agenda de 24 heures, le 16 mars 2022, les partenaires de Génération Égalité ont organisé plus de 30 sessions d'événements parallèles pour partager les progrès de leur travail, les leçons apprises et les opportunités futures.

Les sessions d'événements parallèles de la Génération égalité comprenaient l'événement parallèle phare d'ONU Femmes, les événements parallèles de la Coalition d'action et du Pacte WPS-HA, ainsi que des événements parallèles organisés par d'autres partenaires de la Génération égalité. Vous pouvez regarder la session ici.

La session tant attendue sur le cadre de redevabilité du FEM a eu lieu jeudi 31 mars 2022, pour une discussion visant à répondre à certaines des questions et préoccupations clés des parties prenantes du GEF. Les militantes féministes attendaient avec impatience d'en savoir plus sur les détails du Cadre de suivi et de responsabilisation, étant donné que plus de 40 milliards de dollars américains ont été promis dans le cadre du **tableau de bord GEF Commitment Makers,** **qui compile les plus de 1000 engagements** pris par la société civile, le secteur privé, les gouvernements et les agences de l'ONU pour faire progresser la justice de genre au cours des 5 prochaines années. Il s'agit d'une étape clé dans la mise en place d'un cadre de responsabilisation permettant de suivre l'impact et la contribution de tous les auteurs d'engagements. Un premier rapport sera publié en marge de la 77e session de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2022.

Grâce à une série de consultations, ONU Femmes, en collaboration avec le Groupe de travail sur le cadre de responsabilisation, a préparé un bref aperçu du cadre qui a été partagé précédemment. En outre, cliquez ici pour lire la note conceptuelle.

Qu'est-ce qui se prépare au CSW pour l'année à venir?

Dans le cadre du programme de travail pluriannuel pour les années 2021-2024 délibéré l'année dernière par la résolution 2020/15 de l'ECOSOC, il a été décidé que les thèmes prioritaires pour les années à venir seraient les suivants:

- **2023: Thème prioritaire**: L'innovation et le changement technologique, et l'éducation à l'ère numérique pour atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles. Thème d'examen : Défis et opportunités pour atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural (conclusions concertées de la soixante-deuxième session).